

Conférence ministérielle de la TICAD (6-7 octobre 2018)
Réunion plénière 4 : renforcer la connectivité en Afrique et au-delà
Résumé des coprésidents

La séance consacrée au renforcement de la connectivité en Afrique et au-delà fut coprésidée par S.E. Thomas Kwesi Quartey, Vice-Président de la Commission de l'Union africaine, et par Mme Ahunna Eziakonwa, Administratrice assistante du PNUD chargée de l'Afrique (représenté par Dr. Ayodele Odusola, économiste en chef du PNUD pour l'Afrique). Elle fut ouverte par les remarques introductives des coprésidents, qui ont posé le contexte de la discussion.

Durant son discours lumineux, S.E. Quartey a souligné le besoin de générer des solutions pratiques pour surmonter les défis auxquels fait face la connectivité, en comprenant « ce qui fonctionne » et en fournissant les meilleures pratiques d'Afrique et du monde pour la réalisation de l'Agenda 2063 et de l'Agenda 2030, qui sont intégrés dans la plateforme TICAD. Il a souligné la volonté d'assurer des infrastructures de qualité et durable qui guideront le développement global, social et économique.

Au cours de la discussion qui a suivi, les délégués ont noté un renforcement substantiel de la connectivité à de nombreux niveaux et dans de vastes domaines, comme la connectivité physique, la connectivité numérique, la connectivité institutionnelle et la connectivité interpersonnelle, ce qui est crucial pour promouvoir la transformation structurelle, la paix et la prospérité en Afrique. La connectivité est un facilitateur intersectoriel pour les ODD et l'Agenda 2063. Un partenariat amélioré au travers du renforcement des coopérations Sud-Sud et Triangulaire et les alliances entre gouvernements, secteur privé et partenaires de développement soutenu clé pour atteindre ce but.

Concernant la connectivité physique, les participants ont souligné l'importance et l'urgence d'améliorer les routes, les chemins de fer, les ports et les infrastructures aériennes, entre autres, qui jouent un rôle fondamental aussi bien dans l'engagement de l'Afrique vers le marché global que dans la croissance interne de l'Afrique. De plus, le besoin de renforcer les capacités de manutention de chaque pays pour faciliter le commerce, notamment dans le domaine de l'import et de l'export, de développer les filières de distribution, d'améliorer la fréquence des expéditions et le coût du transport, du stockage, de la distribution et des services connexes, furent identifiés comme de possibles secteurs nécessitant des investissements. Les participants ont également souligné l'importance du développement et de la gestion de ports internationaux d'une manière équitable, ouverte et transparente, ainsi que la protection de l'appropriation africaine et de sa souveraineté. De

façon générale, l'augmentation de la connectivité physique au sein de l'Afrique et au-delà doit être mise en œuvre de façon à assurer la viabilité économique et la solidité fiscale, y compris la soutenabilité de la dette.

Quant à la connectivité digitale, les participants ont souligné l'importance du développement des capacités matérielles, techniques, humaines et institutionnelles afin de maîtriser le « software », comme étant une condition prérequis pour saisir le plein bénéfice d'infrastructures numériques de pointe et accélérer le développement économique. Dans ce contexte, il a été souligné l'importance d'accroître les investissements dans les réseaux de technologie d'information et de communication (TIC) mais aussi dans la science, la technologie et l'information (STI). Un partenariat efficace avec le secteur privé est considéré comme un accélérateur. Sur ces bases, le renforcement de la connectivité institutionnelle fut également évoqué comme étant un domaine important pour faire progresser la réalisation de zones économiques efficaces et dynamiques, et les participants se sont félicités des progrès accomplis en ce domaine, notamment la signature en mars 2018 de l'Accord prévoyant la création de la Zone de libre-échange continental africaine (AfCFTA) et celle du Marché unique du transport aérien (SAATM) en janvier 2018. Les participants ont constaté que l'accroissement de la coopération économique au travers de traités d'investissement, tout comme la facilitation des contrôles au passage des frontières, contribuent grandement à optimiser la connectivité.

Des infrastructures physiques et institutionnelles de qualité ainsi que des réseaux numériques de pointe peuvent jouer un rôle important en veillant à « ne laisser personne pour compte », tout en rendant possible une interaction accélérée entre les personnes. Outre le secteur des entreprises, les échanges au niveau individuel entre Africains en Afrique et à l'étranger, mais aussi entre personnes d'Afrique et d'autres zones géographiques, peuvent apporter de nombreux bénéfices à l'Afrique à travers la promotion d'échanges culturels et sportifs, en profitant de diverses occasions comme les Jeux olympiques et paralympiques de Tokyo 2020 ou le Championnat du monde de rugby de 2019, mais aussi du tourisme. Cela ne valorise pas seulement la compréhension mutuelle mais renforce également de vastes réseaux et suscite des flux financiers non officiels, pour le bénéfice d'un développement accéléré. Les participants ont également répété l'importance de la connectivité interpersonnelle au niveau de l'éducation, où la collaboration entre les universités fournit à la jeunesse africaine l'opportunité d'accéder à l'enseignement supérieur.

Enfin, les participants ont également souligné l'influence et l'apport croissants des coopérations Sud-Sud et Triangulaire dans l'accélération du développement socio-économique de l'Afrique. À

cet égard, les participants ont reconnu que la TICAD, de par sa nature ouverte à multi-intervenants, a évolué en une plateforme globale pour le partenariat et l'innovation au niveau du développement de l'Afrique, et par là même se doit de continuer à innover et à évoluer pour accueillir une grande variété d'intervenants véritablement impliqués et à canaliser leurs efforts pour l'intégration régionale et le développement durable et continu de l'Afrique.

Les participants ont souligné l'importance d'élargir les couloirs économiques, de multiplier les contrôles aux frontières à arrêt unique (OSBP), de connecter les pays enclavés de renforcer les capacités maritimes et la sécurité pour assurer la connectivité en Afrique.

Mme Ahunna Eziakonwa, Administratrice assistante du PNUD, chargée de l'Afrique (représentée par Dr. Ayodele Odusola, économiste en chef du PNUD pour l'Afrique), a rappelé dans sa remarque finale la vélocité croissante de notre développement global, et l'importance d'une plateforme catalytique telle que la TICAD pour consolider davantage de tels développements en Afrique. Il faisait référence à la réforme en cours du système de développement des Nations unies, et souligne l'importance que ce dernier attache à la notion du partenariat, de la mise en réseaux et de la connectivité.

Les participants ont réaffirmé la pertinence continue du sujet de la séance consacrée au développement accéléré et inclusif de l'Afrique pour atteindre les objectifs de développement durable et réaliser l'Agenda 2063, et acceptent de poursuivre et d'approfondir les discussions en vue de la TICAD 7, qui doit avoir lieu à Yokohama, au Japon, du 28 au 30 août 2019.

Une connectivité intégrée et globale est essentielle. Il n'y a pas besoin de réinventer la roue – il est également crucial d'utiliser les structures et les modalités de mise en œuvre existantes sur le continent. Finalement, il est important pour la TICAD 7 de se connecter sur la connectivité, couplée avec un fort partenariat et une collaboration entre les gouvernements, le secteur privé et les partenaires de développement.

FIN